

Ce serait le moment pour les chefs de ces partis et leurs membres de manifester qu'ils sont capables de gouverner, mais leurs critiques glapissantes et mesquines nous ont déçus. Avons-nous entendu un seul mot du chef de l'opposition officielle qui se serait adressé à ses amis de Bay Street et au monde des affaires pour les exhorter à coopérer dans ce sens? Avons-nous perçu un seul mot du chef du NPD qui aurait invité le grand mouvement syndical à faire preuve de modération? C'est ce qu'a fait Harold Wilson en Grande-Bretagne, mais, au Canada, le NPD n'en est pas encore là.

• (9.30 p.m.)

Quelle a été l'attitude de l'opposition? Un porte-parole l'a résumée en ces termes: «Nous ne sommes pas chargés de présenter des solutions, vous constituez le gouvernement». Or, cette responsabilité leur incombe aussi bien qu'à nous, car l'inflation et le chômage frappent la population qui adhère à tous les partis. C'est le rôle de chacun de s'assurer que la bataille sera gagnée. La responsabilité des autres paliers de gouvernement ne se borne pas à formuler des critiques négatives, à dépenser avec prodigalité d'une part et à accuser le gouvernement fédéral d'irresponsabilité. Si la bataille destinée à l'accroissement des emplois et à la stabilité des prix doit être gagnée, elle le sera parce que suffisamment de Canadiens de tous les partis auront estimé que le Canada valait la peine qu'on s'impose des contraintes et des sacrifices.

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, il est toujours intéressant de prendre la parole après ce député de la Colombie-Britannique, que celle-ci a mis à la retraite d'office. Nous avons un autre non-budget par un non-ministre pour le compte d'un non-gouvernement. A vrai dire, le budget n'a pas la moindre influence sur les recettes ou les dépenses directes. Comment peut-on appeler cela un budget lorsque les tarifs et les impôts déjà en vigueur restent les mêmes. Les seuls changements ont trait au crédit à la consommation et à d'autres questions non budgétaires analogues qui auraient pu être réglées par un simple décret du conseil. A vrai dire, pareilles modifications sont entrées en vigueur sous un ancien gouvernement libéral, en 1946, par une simple annonce à la radio. Du point de vue fiscal, ce budget est tellement anémique qu'on est porté à conclure que le ministre, pressé de produire un exposé financier a finalement cédé, mais il n'avait rien à dire.

Le budget pourtant répond à certaines questions. Il révèle le manque flagrant de sincérité du gouvernement lorsqu'il exige une

réduction des dépenses. Lui-même dépense 13 milliards de dollars alors qu'il dit à l'industrie et au salariat de pratiquer la contrainte. Le budget montre nettement que le gouvernement fédéral est le principal responsable des pressions inflationnistes. Il n'y a pas un seul autre organisme au pays qui détienne un pouvoir de dépenses aussi considérable et qui l'oriente vers tant de voies non productives. La majeure partie des dépenses du gouvernement sont directement inflationnistes. L'industrie privée dépense afin de produire. Le gouvernement est le consommateur le plus gigantesque de la nation.

Le budget révèle aussi la sincérité du gouvernement à l'égard de la réforme fiscale. A l'heure actuelle, alors que le gouvernement a présenté une série de propositions de réforme fiscale dans un Livre blanc, qui fait partie du domaine public depuis quelques mois, apparaît un budget qui ne renferme pas une seule des propositions du Livre blanc. On est porté à conclure que le gouvernement a répudié ses propositions de réforme fiscale. C'est un fait que le budget représente le rejet par le gouvernement de son Livre blanc sur la fiscalité.

Dans ces circonstances, il est difficile de voir comment le gouvernement peut appuyer le budget et le Livre blanc. Il doit désavouer ou le budget ou le Livre blanc. Aucune des réformes proposées n'est prise en considération dans le budget et on ne peut que supposer que le Livre blanc ne doit plus être pris au sérieux. Le ministre des Finances (M. Benson) a vu la difficulté et laissé entendre qu'il y aurait peut-être un autre budget à l'automne. Ma foi, c'est tout naturel, puisque le ministre peut difficilement soutenir qu'il a présenté un budget au printemps. Il a présenté le budget de l'an dernier sous une nouvelle couverture. Au moment où le budget paraissait, le Bureau fédéral de la statistique a fait état d'une nouvelle hausse des prix à la consommation. C'est clair, le gouvernement ne gagne pas la guerre contre l'inflation, pas plus que la guerre contre la pauvreté.

Du commencement à la fin, le refus du gouvernement de renoncer aux abstractions philosophiques et de s'occuper de la réalité des problèmes du Canada, a transformé le Canada en non-nation. Tout en parlant des dangers de l'inflation, le gouvernement a calmement offert une autre tranche de 2 millions de dollars à la Compagnie des jeunes Canadiens, organisme qui encourageait des activités révolutionnaires, subversives et violentes. Sauf erreur, ce sont encore les mêmes qui dirigent ce cheval de Troie. Or, la seule conclusion qu'on puisse tirer des faits, c'est que quelqu'un au sommet tient énormément à la